

**N° DP 23/1021**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **EXERCICE DU DROIT DE PRIORITÉ ACQUISITION DE LA PARCELLE SISE A LA SEYNE-SUR-MER CHEMIN DE LAGOUBRAN CADASTRÉE SECTION AD 114**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L 240-1 et L 240-3,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le courrier de l'État daté du 3 octobre 2023 et notifié le même jour, par lequel il propose à la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'acquérir, au titre du droit de priorité, un bien qu'il possède à La Seyne-sur-Mer, Chemin de Lagoubbran, cadastré section AD n°114 d'une superficie de 131 m<sup>2</sup>, aménagé en nature de voirie,

**CONSIDÉRANT** que la parcelle cadastrée section AD n°114 d'une superficie de 131 m<sup>2</sup>, est à détacher de la parcelle cadastrée section AD n°57 conformément au document modificatif du parcellaire cadastral n°9025Y vérifié et numéroté par les services du cadastre le 19/07/2023,

**CONSIDÉRANT** que cette parcelle est déjà aménagée en nature de voirie et constitue l'assiette foncière de la voie publique dénommée chemin de Lagoubran à La Seyne-sur-Mer,

**CONSIDÉRANT** que cette acquisition permettra d'opérer la régularisation foncière des lieux et que dès lors, il convient pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'exercer son droit de priorité au prix proposé par la division domaniale de la direction départementale des finances publiques du Var, à savoir 1 € (UN EURO),

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'EXERCER** le droit de priorité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée portant sur l'acquisition de la parcelle appartenant à l'Etat cadastrée à La Seyne-sur-Mer, section AD n°114, d'une superficie de 131 m<sup>2</sup>, au prix proposé par la division domaniale de la direction départementale des finances publiques du Var, à savoir 1 € (UN EURO).

### **ARTICLE 2**

**DE SIGNER** l'acte d'acquisition à intervenir, ainsi que tous les documents annexes éventuellement nécessaires.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que l'acte authentique sera rédigé en la forme administrative.

## **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que les crédits seront imputés sur le budget principal 2023, article 2111, opération 74010, service foncier.

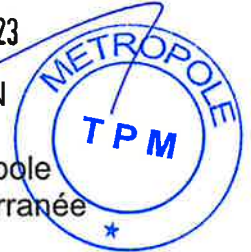
La présente Décision sera

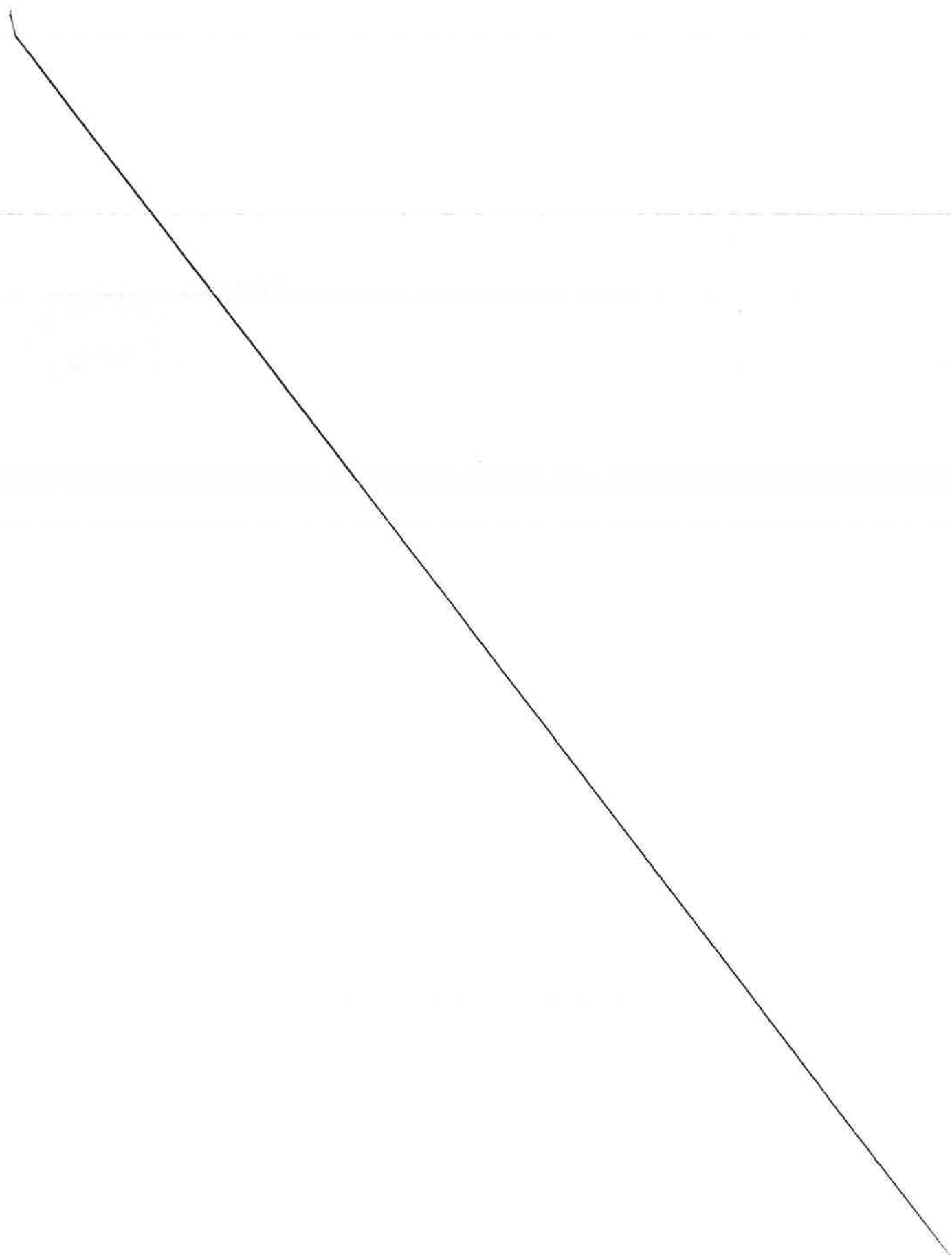
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 27 OCT. 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée







**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

**Direction Départementale des Finances**

**Publiques du Var**

**PÔLE PARTENAIRES**

**Division Domaine**

**Place Besagne**

**Centre Mayol – CS 91409**

**83056 TOULON CEDEX**

**Courriel :**

**ddfip83.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr**

Toulon, le 3 octobre 2023

**Monsieur le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Hôtel de la Métropole  
107 Boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON CEDEX 09**

Affaire suivie par : Olivier TRAMONI

olivier.tramoni@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 04 91 09 60 92 / 07 60 53 37 09

Réf. : La Seyne-sur-Mer – Parcelle AD 57

**Objet :** DIA – Cession par l'État d'un bien situé Chemin du Lagoubran – La-Seyne-sur-Mer

A l'attention de Mme HUMMEL et M PIERBONI

PJ : 2

Monsieur le Président,

L'État cède un bien qu'il possède Chemin du Lagoubran à La-Seyne-sur-Mer, en face du rond point de la Pyrotechnie. Il s'agit d'une partie de la parcelle AD 57, nouvellement cadastrée AD 114 selon le plan division joint à ce courrier.

Ce terrain a été aménagé par la Métropole Toulon Provence Méditerranée en portion de route de 131 m<sup>2</sup>.

En application des articles L 240-1 à L 240-3 du Code de l'Urbanisme qui accordent aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale titulaires du droit de préemption urbain un droit de priorité sur tout projet de cession d'un immeuble situé sur leur territoire et appartenant à l'État, je vous saurais gré de me faire savoir, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification, si vous souhaitez exercer ce droit aux conditions suivantes :

**- le prix de vente de ce bien est fixé à 1 € (1 euro) hors droits ou taxes ;**

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes meilleures salutations.

Le DDFIP du VAR  
Service Local du Domaine  
par délégation

PAR DELEGATION,  
L'Inspectrice Divisionnaire  
Marie-Christine BELLUOT





Direction départementale des Finances publiques du Var  
Pôle d'évaluation domaniale

Place Besagne/ CS 91409  
83056 TOULON Cedex

téléphone : 04 94 03 81 86

mél. : ddftp83.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 24/11/2022

Le Directeur des finances publiques  
du Var à

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Sandrine GUINLOT-PRADO

téléphone : 04 94 03 81 35 ou 06 27 57 23 17

courriel : sandrine.guinlot-prado@dgfip.finances.gouv.fr

MINARM

Réf DS 104 64653

Réf OSE: 2022-83126-82253

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien : Terrain nu à usage de voirie

Adresse du bien : chemin de Lagoubran , LA SEYNE SUR MER

Valeur vénale : 1 € HT

### 1 - SERVICE CONSULTANT

- Ministère des ARMÉES

affaire suivie par : Mme JOUANJAN Nelly

### 2 - DATE

de consultation : 02/11/2022

de réception : 02/11/2022

de visite : -

de dossier en état : 02/11/2022

### 3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

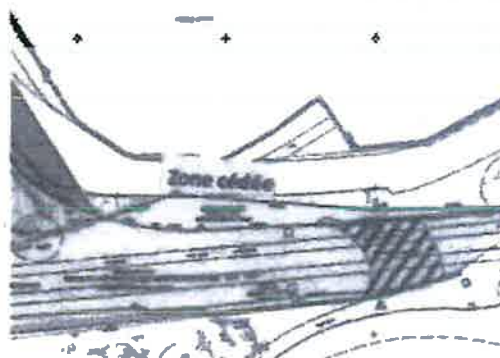
Demande d'évaluation pour régularisation foncière d'un terrain à usage de voirie.

#### 4 - DESCRIPTION DU BIEN

Section	Parcelle	Sup. Ha a ca	Observation
AD	57	131	Emprise domaine public en nature de portion de route

Description du bien:

Terrain nu militaire aménagé par la métropole Toulon Provence Méditerranée en portion de route de 131 m<sup>2</sup>



#### 5 - SITUATION JURIDIQUE

- Propriétaire : Ministère des armées
- Origine de propriété : -
- Situation d'occupation : Estimation libre de toute occupation ou location.

#### 6 - URBANISME - RÉSEAUX

Au PLU de la commune de La SEYNE SUR MER, le bien est situé en zone UH : sans incidencé en l'espèce

#### 7 - DATE DE RÉFÉRENCE

Sans objet

#### 8 - DÉTERMINATION DE LA MÉTHODE

- Jurisprudence récente et constante pour ce type de bien

La valeur vénale du bien est estimée à **1 € HT, l'Euro symbolique.**



**9 - DURÉE DE VALIDITÉ**

**18 mois**

**10 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES**

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur départemental des finances publiques  
Le Responsable du Pôle d'évaluation du Domanial

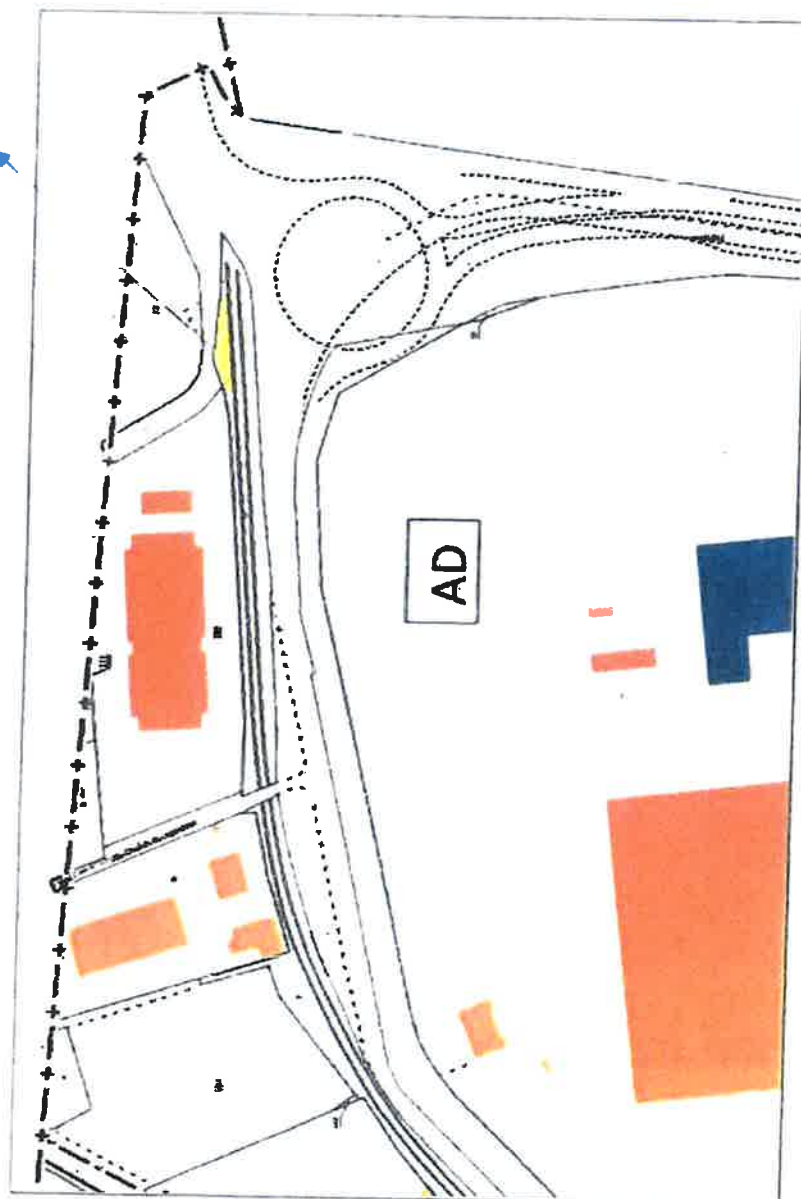


**Sandrine GUENLOT-FRADO**  
Inspectrice divisionnaire des finances publiques



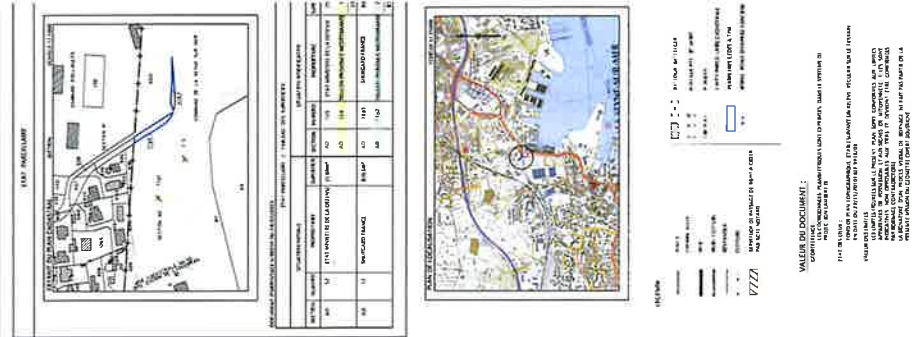
**PLAN CADASTRAL**

Fraction de la parcelle AD0057 de 131 m<sup>2</sup> à céder





	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	



Commune :  
LA SEYNE SUR MER (126)

Numéro d'ordre du document  
d'arpentage : 9025 Y  
Document vérifié et numéroté le 19/07/2023  
ASDIF Toulon  
Par Grégory Gueit  
Technicien géomètre stagiaire  
Signé

TOULON  
171 avenue de Vert Coteau  
CS 20127

83071 TOULON CEDEX  
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgif.finances.gouv.fr

## DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

### EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION  
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)  
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;  
B - En conformité d'un piquetage : \_\_\_\_\_ effectué sur le terrain ;  
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé  
le \_\_\_\_\_ par \_\_\_\_\_ géomètre à \_\_\_\_\_.

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées  
au dos de la présente mise 6463.

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Section : AD  
Feuille(s) : 000 AD 01  
Qualité du plan : Plan régulier avant  
20/03/1980  
Echelle d'origine : 1/1000  
Echelle d'édition : 1/1000  
Date de l'édition : 19/07/2023  
Support numérique : \_\_\_\_\_

D'après le document d'arpentage  
dressé  
Par Sandrine CALCAGNO (2)

Réf. : 1106486

Le 19/07/2023  
opsia méditerranée  
Sandrine CALCAGNO  
Géomètre Expert DDL (97556)  
Rue Louis Jouvet - 83400 La Seyne  
83160 La Valette-du-Var  
Tel : 04 94 03 95 01  
s.calcagno@opsia.fr

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent faire appel à un géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...  
(2) Qualité de la personne autorisée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...)  
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentants qualifiés de l'autorité expropriant, etc...)

